L'ENSEIGNEMENT AUX ÉLÈVES INDIENS DANS LES INSTITUTIONS SCOLAIRES PROVINCIALES

Question n° 1824—**M. Smith (Churchill):**

1. Quelles sont les mesures prises pour s'assurer que les institutions scolaires provinciales dispensent le meilleur enseignement possible aux quelque 37,000 élèves indiens?

2. Au cours de ces dix dernières années, combien d'élèves indiens ont obtenu leur diplôme de fin d'études après avoir fréquenté des écoles secondaires provinciales et, parmi ces derniers, combien d'élèves vivaient dans leur foyer, et se rendaient aux écoles provinciales avoisinantes?

3. A quelle année d'études le taux d'abandon scolaire est-il le plus élevé *a)* dans les réserves, *b)* à l'extérieur des réserves, lorsque les élèves indiens se déplacent quotidiennement pour se rendre à l'école?

L'hon. Warren Allmand (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): 1. Le ministère a pris un certain nombre de mesures pour s'assurer que les institutions scolaires provinciales dispensent le meilleur enseignement possible aux élèves indiens: *a)* Le ministère a conclu des accords en matière de scolarité avec diverses commissions scolaires, en associant étroitement aux négociations les bandes indiennes dont font partie les élèves en cause. Ces ententes visent à répondre aux besoins pédagogiques spéciaux identifiés par les parents des enfants. L'enseignement varié dispensé à cet effet est notamment axé sur la formation linguistique, une éducation culturelle adaptée à la formation des enfants indiens, l'histoire indienne, etc. *b)* Le ministère fournit régulièrement aux commissions scolaires provinciales des renseignements sur la documentation qu'elles peuvent inclure dans les programmes scolaires, les bibliothèques, etc. Il a ainsi dressé des listes de livres écrits pour, par et sur les Indiens et les a mises à la disposition des commissions scolaires provinciales et des autres intéressés. *c)* Le ministère a conclu avec les ministères de l'Éducation du Manitoba et du Nouveau-Brunswick des ententes générales portant sur la scolarisation des enfants indiens dans les établissements scolaires de ces provinces. Les organisations indiennes provinciales ont participé étroitement à la négociation de ces accords. Dans le cas du Manitoba, l'entente est renégociée chaque année et la Fraternité des Indiens de la province est la troisième partie signataire. *d)* Une entente générale conclue entre le ministère et le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique est en vigueur depuis 1969 dans cette province; toutefois, les deux parties procèdent actuellement, en collaboration avec les Indiens de la Colombie-Britannique, à la révision de cette entente en vue de trouver le moyen d'assurer des programmes d'enseignement spécialement adaptés aux besoins des élèves indiens qui fréquentent les établissements de la province.

2. Le ministère ne dispose pas de données suffisantes pour pouvoir répondre en détail à cette question. Nous pouvons quand même indiquer que le nombre d'élèves indiens inscrits dans les écoles du second degré a augmenté d'à peu près 8.6 p. 100 par an. Ce pourcentage s'applique aux Indiens qui fréquentent l'ensemble des établissements du second degré et englobe aussi bien les internes que ceux qui font chaque jour le trajet entre leur domicile et l'école. Nous n'avons pas de données distinctes sur les élèves qui font quotidiennement le trajet entre leur domicile et leur établissement scolaire.

Questions au Feuilleton

3. Nous ne disposons pas de données précises à ce sujet; toutefois d'après la documentation que nous avons examinée et les entretiens que nous avons eus avec les responsables régionaux, il semblerait que c'est au niveau de la neuvième année que le taux d'abandon scolaire est le plus élevé parmi les élèves indiens fréquentant les divers établissements.

LES COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES AU CRTC

Question n° 1854—**M. Crosbie:**

1. Le président ou un membre du Conseil de la radio-télévision canadienne et des télécommunications a-t-il reçu du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, depuis le 1^{er} janvier 1976, des communications écrites ou verbales et, dans l'affirmative, dans chaque cas, *a)* quelle était la date de la communication, *b)* la communication était-elle écrite ou verbale, *c)* quelle était la nature de la démarche?

2. Le président ou un membre du Conseil a-t-il reçu des demandes, des suggestions ou des observations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, depuis le 1^{er} janvier 1976, en ce qui a trait à la radiodiffusion, à la télédiffusion ou aux télécommunications à Terre-Neuve, ainsi qu'à la télévision par câble, ou toute autre question se rapportant d'une façon quelconque au domaine de la radio-télévision et des télécommunications à Terre-Neuve et au Labrador et, dans l'affirmative, dans chaque cas, *a)* quand, *b)* quelle était la nature de la demande ou de la démarche, *c)* à qui était-elle adressée?

M. Ross Milne (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Pour ce qui est du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes: 1 et 2. Non.

LE PERMIS À CJON POUR L'EXPLOITATION DE LA STATION DE RADIO CJCR

Question n° 1855—**M. Crosbie:**

1. Le C.R.T.C. a-t-il délivré un permis de radiodiffusion au poste de radio et de télévision CJON de Terre-Neuve, en vue de l'exploitation d'une station de radio portant les lettres d'appel CJRC à Gander (T.-N.) et, dans l'affirmative, *a)* quand ce permis a-t-il été délivré, *b)* était-il sujet à certaines conditions et quelles étaient-elles?

2. Une des conditions de la délivrance d'un permis d'opération d'une station de radio à Gander (T.-N.) par CJON était-elle que cette dernière se devait d'ouvrir un studio à Gander pour la radiodiffusion d'émissions locales?

3. *a)* La station de radio CJCR de Gander (T.-N.) continue-t-elle de retransmettre les émissions de CJCN de Grand Falls, *b)* a-t-on fermé les studios de CJCR à Gander et, dans l'affirmative, quand, *c)* CJCR a-t-il mis un terme à la radiodiffusion d'émissions locales en provenance de Gander et, dans l'affirmative, quand?

4. La station de radio CJCR de Gander (T.-N.) fonctionne-t-elle en vertu des conditions du permis d'exploitation qui lui a été délivré par le C.R.T.C.?

M. Ross Milne (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) nous a fourni les renseignements suivants: 1. Oui. *a)* Le 27 juillet 1973; *b)* Pas de conditions spéciales, sauf celles qui s'appliquent aux entreprises de radiodiffusion.

2. Non.

3. *a)* La station de radio CJCR de Gander est toujours en ondes et est autorisée à recevoir une partie de sa programmation de ses propres studios à Gander et l'autre partie, des studios à Saint-Jean et à Grand Falls; *b)* Non, pas à notre connaissance; *c)* Non, pas à notre connaissance.

4. A notre connaissance, oui.